LA FRANCE AU BORD DU RENONCEMENT

« Ce que je ne parviens pas à comprendre et qui me plonge dans un abîme de perplexité navrée, c'est pourquoi et comment tant de Français avertis et tant d'hommes politiques français concourent sciemment, méthodiquement, je n'ose dire cyniquement, à l'immolation d'une certaine France sur l'autel de l'humanisme utopique exacerbé » **(Jean Raspail)**

Il ne se passe plus un seul jour sans que l'actualité — pudique jusqu'à l'indécence — ne laisse filtrer son flot de violences. Dans les rues, aux abords des écoles, dans les transports publics, jusque dans des manifestations syndicales dites pacifiques, l'insécurité s'impose partout, sans surprise, sans émoi durable. Cette fureur quotidienne, désormais **banalisée**, trouve le moindre prétexte pour éclater : célébrations sportives, rassemblements festifs, fêtes de fin d'année. Le 31 décembre 2025 en a offert une illustration glaçante : plus d'un millier de véhicules incendiés, des pillages, des agressions en série, des dizaines de blessés et un mort à Marseille, poignardé façon « *racaille* ». Le chaos n'est plus l'exception : il est devenu la norme.

Il faut désormais le dire sans détour, quitte à heurter les dogmes officiels, ces violences émanent le plus souvent de jeunes issus de l'immigration maghrébo-africaine, nourris d'une hostilité déclarée envers la France, ses symboles, son histoire.

On voudrait y voir le cri d'une douleur sociale, l'échec d'une intégration mal conduite. C'est une illusion commode. Il s'agit bien plus souvent d'un racisme anti-français assumé, brutal, que l'on s'interdit de nommer par peur, par lâcheté morale ou par calcul politique. Depuis plus de soixante ans, la France paie le prix d'une immigration massive laissée sans exigence ni cap, produisant des fractures devenues chroniques. Ceux qui, hier, alertaient sur ces dérives furent conduits devant les tribunaux, où déjà se polissaient les lames, où les langues se faisaient venimeuses, et d'où coulait, depuis les estrades des procureurs, un flot de fiel prêt à les engloutir.

Beaucoup furent condamnés, livrés en pâture à la vindicte publique, pour avoir dénoncé avec constance et courage ceux qui exigeaient comme un dû une nationalité — la nôtre — qu'ils méprisaient tout en profitant des avantages sociaux et économiques qu'elle leur offrait ; ceux qui, regroupés autour de *France Terre d'Asile*, de *SOS Racisme*, du *MRAP*, de la *LICRA* ou de la *Ligue des Droits de l'Homme*, sélectionnaient avec un soin méticuleux les « *accidents racistes* », passant sous silence les agressions frappant des citoyens à la peau trop claire… Ceux encore qui, déjà installés dans le fourmillement du monde politique, cherchaient à élargir leur influence en exploitant un mouvement dont ils maîtrisaient parfaitement les artifices.

Aux yeux de la « *justice* », de telles considérations n'étaient rien d'autre que démagogie et racisme. Procureurs et avocats « *humanistes* » se déchaînaient dans une sorte de transe inquisitoriale, jaugeant d'un œil sévère la hauteur des cous. Il ne manquait plus que l'échafaud… Et les juges condamnaient !

« *Ô Liberté, que de crimes commet-on en ton nom !* » s'était écriée Manon Roland en montant vers l'échafaud, le 8 novembre 1793, en pleine *Terreur*. La phrase, soudain, retrouvait une étrange résonance.

On se souvient encore de cette interview accordée au *Monde* le 19 avril 2003 par Jean-Marie Le Pen, déclarant : « *Le jour où nous aurons en France, non plus 5 millions mais 25 millions de musulmans, ce sont eux qui commanderont. Et les Français raseront les murs, descendront des trottoirs en baissant les yeux. Quand ils ne le font pas, on leur dit : "Qu'est-ce que tu as à me regarder comme ça ? Tu cherches la bagarre ?" Et vous n'avez plus qu'à filer, sinon vous prenez une trempe* »… **(1)**

Poursuivi par les chiens de garde de l'antiracisme, les milices morales de la Ligue des Droits de l'Homme et de la LICRA, Jean-Marie Le Pen comparut le 13 février 2004, puis le 2 avril 2004 devant les magistrats de la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris. Ceux-ci estimèrent « *que de tels propos, venant d'un homme politique susceptible d'influer sur l'opinion, causent un trouble particulier à l'ordre public* » et le déclarèrent coupable d'« *incitation à la haine raciale* ». Il fut condamné à 10 000 euros d'amende, ainsi qu'à verser 5 000 euros de dommages-intérêts à la Ligue des Droits de l'Homme et à la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme. Belle leçon de démocratie !

Depuis lors, l'actualité quotidienne ne cesse de redonner un relief nouveau à ces propos. Force est de constater que JMLP avait vu venir ce que beaucoup refusaient d'admettre… et les images atroces de ce malheureux homme massacré à Marseille pour un simple regard échangé avec des « *racailles* » semblent, hélas, actualiser sa prédiction. **(1)**

Sous couvert de « *lutte contre l'exclusion* », des courants militants, soutenus par des relais puissants de l'État, ont peu à peu rogné la liberté de penser et de parler. Le Parlement n'est plus un lieu de délibération, mais un champ clos où s'affrontent des idéologies sourdes à toute mesure. Une gauche radicalisée y impose un climat d'intimidation morale, érigeant l'anathème en méthode et l'indignation en argument.

Autour de ces causes gravite une cohorte de « *consciences autoproclamées* » : élus opportunistes, avocats emphatiques, chroniqueurs vindicatifs, figures du spectacle et du sport avides de vertu affichée qui s'imaginent que plus ils stigmatisent la *droite nationale* et *patriotique*, plus ils sont « *la référence morale* ». Certains journalistes, prompts à l'emportement, rivalisent de proclamations indignées en tirades sombres et accusatrices à l'instar d'un Jean-Michel Aphatie à la *bile noire*, dégoulinant de haine, multipliant ses diatribes à l'égard de la *droite nationale.* Tous rivalisent de sermons, pendant que les victimes réelles — veuves, orphelins, blessés à vie — demeurent reléguées hors champ, trop dérangeantes pour le récit officiel.

On s'émeut à grands cris de l'expulsion d'étrangers en situation irrégulière, on s'indigne qu'on ose parler de mérite dans l'accès à la citoyenneté, on invoque Dieu pour condamner l'« *intolérance* », en oubliant que d'autres égorgent aussi au nom de Dieu. Les larmes versées sont abondantes, mais elles coûtent moins cher que celles des familles endeuillées.

Le 19 novembre 2025, sur LCI, lors de l'émission « *La Grande Confrontation* » animée par David Pujadas, un face-à-face opposa Éric Zemmour à Raphaël Glucksmann. Le président de *Reconquête* évoqua avec solennité ce qu'il considère comme une

pression migratoire d'une ampleur inédite, allant jusqu'à y voir une menace pour l'équilibre culturel du pays. À peine ses mots prononcés, l'eurodéputé socialiste — toute honte bue — répliqua : « *ce qui a fait la grandeur de la France, c'est sa diversité ; nous en sommes les héritiers* ».

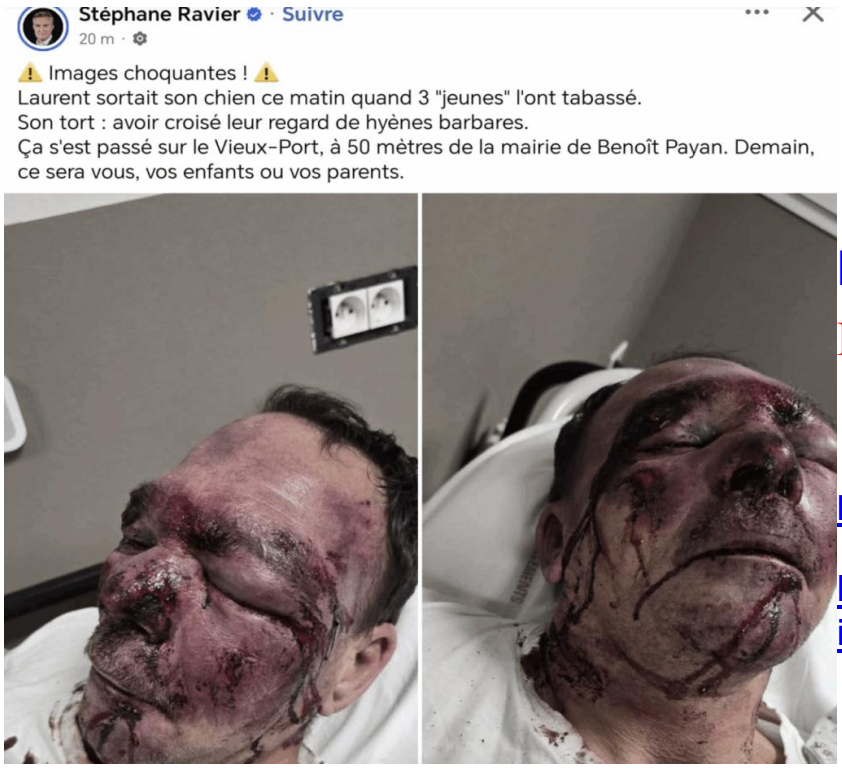
La France, terre de liberté, a sans doute poussé trop loin l'usage de cette « *diversité* », jusqu'à l'oubli de certaines valeurs morales et familiales qui firent autrefois sa cohésion.

Au nom d'une pluralité érigée en absolu, elle a fini par oublier que les droits n'existent qu'adossés à des devoirs, et que la liberté se meurt lorsqu'elle n'est plus protégée. Une civilisation ne s'effondre pas toujours dans la fureur des armes : elle meurt souvent à bas bruit, dans le renoncement, la fatigue morale, la honte de s'affirmer, la peur de se tenir debout.

Il est une loi immémoriale de l'histoire : lorsqu'un peuple abdique sa transmission, son exigence et sa fidélité à lui-même, il est tôt ou tard submergé par des forces plus déterminées que lui. La démocratie n'échappe pas à ce destin ; elle peut mourir non de violence, mais de lassitude, comme meurent les âmes qui n'osent plus affirmer ce qu'elles sont. Et Boualem Sansal, témoin lucide de tant de capitulations successives, confiait à Philippe de Villiers cette sentence glaçante, qui résonne comme un avertissement ultime : « *Le drame n'est pas d'être à genoux ; le drame, c'est d'oublier qu'on l'est.* »

José CASTANO

(1) Image épouvantable rendue publique par le sénateur Stéphane Ravier d'un pauvre homme massacré par des racailles à Marseille, juste à côté de la mairie. Tous nos politicards sont complices de ces drames quotidiens.



FRANÇAIS,

RÉVEILLEZ-VOUS !

Le Figaro

https://www.lefigaro.fr › marseille › ils-voulaient-le-tuer-un-…

«Ils voulaient le tuer» : un Marseillais tabassé à deux pas …

26 nov. 2025 · Samedi dernier dans la matinée, ce Marseillais de 53 ans a sans doute échappé à la mort près du Vieux-Port après avoir croisé le chemin d’un trio …